



A Paris, lors du premier tour des régionales, dimanche.

# «Ceux qui sont allés voter l'ont souvent fait par réflexe civique plus que par conviction»

**Pour le géographe Daniel Behar, l'absence des électeurs aux scrutins locaux devient structurelle et ne peut pas s'expliquer par la difficulté des candidats ou des médias à faire la pédagogie des enjeux départementaux ou régionaux.**

Géographe, professeur associé à l'Institut d'urbanisme de Paris et élu municipal sans étiquette en Haute-Loire, Daniel Behar vient de cosigner *Faire région, faire France* (Berger Levrault, 2021), un ouvrage qui dresse un bilan de la création des grandes régions. A ses yeux, l'abstention inédite de ce premier tour confirme que les élections locales n'échappent pas à la désaffection des électeurs. Il estime aussi qu'une nouvelle façon de décentraliser doit être inventée, comme il l'expliquait en janvier dans un rapport pour la fondation Terra Nova.

**Quels enseignements tirer de l'abstention historique de ce premier tour ?**

Un an après les municipales, où l'abstention au second tour s'était élevée à 58,4%, on voit une confirmation que la «France des territoires» – pour reprendre une expres-

sion chère aux élus locaux – n'est pas à l'abri de la désaffection des électeurs. Dimanche soir, on a pu entendre que les records d'abstention tiennent à la taille XXL des régions, devenues trop grandes pour être en phase avec les problématiques locales. La preuve, dit-on, c'est que la région la plus abstentionniste, le Grand-Est, est aussi l'une des plus vastes. Mais l'argument ne tient pas vraiment : une «petite» région comme l'Île-de-France arrive haut dans la liste des régions abstentionnistes (67,5%), et inversement, la Nouvelle-Aquitaine et l'Occitanie, d'une grande superficie, sont en queue de peloton. De tels résultats questionnent l'idée selon laquelle la fuite en avant vers la proximité serait l'antidote à la crise démocratique.

**L'abstention empêche-t-elle de lire les résultats ?**

Le problème est qu'elle se conjugue à la prime au sortant, qui a parfois été massive. Ceux qui sont allés voter l'ont souvent fait par réflexe civique plus que par conviction. Ils ont donc été légitimistes : on le voit bien en Auvergne-Rhône-Alpes et en Occitanie, où Laurent Wauquiez et Carole Delga arrivent en tête dans la très grande majorité des communes de leur région, ce qui empêche pour l'heure de détecter d'éventuelles différences locales. Laurent Wauquiez obtient ainsi des scores disproportionnés au regard de son poids poli-

tique national. Dans certains cas, on retrouve des «classiques» de la géographie électorale française : en Bretagne, les listes d'union du centre et d'union de la gauche renvoient à un centrisme progressiste structurellement fort. On ne peut pas vraiment ramener cela aux bilans des exécutifs sortants, ni à une nationalisation du scrutin, car dans les deux cas, les électeurs auraient été plus mobilisés.

**Les enjeux du scrutin étaient donc illisibles ?**

Je ne crois pas à l'idée d'un déficit de pédagogie, qui expliquerait l'abstention par la difficulté pour les électeurs à comprendre les compétences de chaque échelon territorial : les lycées sont gérés par les régions, les collèges par les départements, etc. On assiste plutôt à l'épuisement d'un modèle de décentralisation fondé

sur la technicisation et le partage des compétences, qui se traduit par une homogénéité de l'action territoriale : toutes les régions rénovent les lycées, elles font toutes du développement économique, elles promeuvent toutes l'écoconstruction et les énergies renouvelables... et cela ne permet pas de susciter de l'intérêt politique. C'est la raison pour laquelle certains élus ont essayé d'in-

vestir d'autres sujets : pendant la pandémie, ils ont acheté des masques et cherché à organiser la vaccination ; pendant la campagne, ils ont parlé de sécurité. Mais là encore, tout le monde a fait la même chose, renforçant cet effet de lissage et le désintérêt des citoyens.

**Comment repolitiser les échelons locaux ?**

En sortant du système de partage de compétences : il faut un «bloc local» réunissant les régions et les départements, et faisant l'objet d'une seule élection. Charge à chaque bloc de répartir ensuite les compétences. Cela permettrait de faire émerger des modes de fonctionnements différents, susceptibles de distinguer les partis et les territoires, et donc de réactiver le débat politique. Certaines grandes régions ont déjà amorcé cette dynamique en s'appuyant sur les départements pour

articuler localement certaines de leurs actions. Cela permettrait de remettre au centre des débats des questions territoriales importantes. Par exemple, durant le mandat qui se termine, la région Paca a plutôt joué la carte des métropoles et parié sur le «ruissellement» vers le reste du territoire, quand l'Occitanie privilégiait au contraire l'idée d'un rééquilibrage territorial au profit des

territoires moins bien dotés. Ces choix doivent être discutés !

**Facile à dire, mais cela implique de revenir sur notre modèle encore très centralisé.**

Evidemment, nous n'avons rien à voir avec un Etat fédéral comme l'Allemagne où la puissance politique et financière des Länder est autrement plus forte. Mais puisque les régions françaises sont conçues depuis les années 50 comme un niveau de territorialisation des politiques de l'Etat, mettons cette articulation Etat-régions au centre des débats. Pendant la campagne, personne n'a posé la question de ce qu'il faut faire pour consolider la place de l'Île-de-France sur le territoire français, personne n'a expliqué comment l'investissement de l'Occitanie dans les questions environnementales pouvait bénéficier au reste du pays. Cela pourrait relégitimer le niveau régional et éviter une telle désaffection des électeurs.

Recueilli par

**THIBAUT SARDIER**

Photo **DENIS ALLARD**



**INTERVIEW**



**A lire : notre décryptage sur l'abstention lors de ce premier tour des régionales.** Comment l'expliquer ? Quelles régions se sont le plus abstenues ? Quels partis ont été les plus touchés ?